



Alors que les Palestiniens d'occupation attendent de pouvoir retourner dans leurs foyers dans les camps de réfugiés de Cisjordanie, les plans de reconstruction américains menacent de faire disparaître ces camps.

Description

Les Palestiniens d'occupation des camps de réfugiés du nord de la Cisjordanie exigent de pouvoir retourner chez eux après la prise de contrôle militaire israélienne des camps, et ils craignent que les plans américains proposés pour la reconstruction des camps ne les effacent complètement.

Par Qassam Muaddi, le 3 décembre 2025.



Photo par Wahaj Bani Moufleh, pour Activestills.

Cela fait plus de 200 jours que les habitants des camps de réfugiés de Tulkarem, Nur Shams et Jénine ont été chassés de leurs maisons par l'armée israélienne lors de son offensive dans le nord de la Cisjordanie, baptisée « Opération Mur de fer ». Plus de 40 000 Palestiniens de ces camps ont été déplacés au cours des onze derniers mois, beaucoup d'entre eux vivant dans des [conditions déplorables](#), sans perspective claire de retour chez eux.

Ces milliers de familles ont été déplacées au sein même de leurs propres villes et dépendent entièrement des ressources communautaires pour survivre. Les forces israéliennes sont désormais stationnées dans les camps désormais dépeuplés et les maintiennent vides dans le but d'éradiquer les groupes de résistance palestiniens armés qui [étaient basés dans les camps](#) avant l'opération israélienne.

Jeudi dernier, Human Rights Watch a publié [un rapport](#) basé sur son analyse d'images satellites, concluant qu'environ 850 bâtiments dans les trois camps de réfugiés ont été détruits ou ont subi des dommages importants dans les six mois qui ont suivi le début de l'offensive « Mur de fer » en janvier. Human Rights Watch a déclaré que « les forces israéliennes ont commis des déplacements forcés en violation du droit d'occupation en vertu du droit international humanitaire, ce qui constitue des crimes de guerre ».

Les conditions imposées aux Palestiniens de ces camps ont un impact sur tous les aspects de leur vie quotidienne, alourdissant le fardeau humanitaire qui pèse sur les ressources limitées des villes et de leur communauté.

« L'impact le plus évident concerne actuellement l'éducation des enfants, qui fréquentaient les écoles de l'UNRWA dans les camps, désormais fermées », a déclaré Hussein Sheikh Ali, militant social à Tulkarem, à Mondoweiss. « Des milliers d'enfants n'ont pas école depuis 10 mois. »

« Après une longue attente, certains enfants en âge d'aller à l'école primaire ont été transférés dans des écoles publiques après-midi, mais pas les élèves du collège et du lycée », a-t-il ajouté. « Cela crée une crise croissante chez les jeunes qui ne vont pas à l'école dans la ville. »

L'autre aspect de la crise concerne la santé, poursuit Ali. « Des milliers de patients atteints de maladies chroniques dépendaient des centres de santé de l'UNRWA, et ils ont perdu ce soutien, en particulier les personnes âgées », a-t-il ajouté. « Mais derrière les aspects évidents de la crise, il y a la pauvreté croissante de centaines de familles des camps, qui dépendent de permis de travail en Israël et dont les permis ont été révoqués par l'occupation, ainsi que celles qui avaient de petits magasins et commerces dans les camps et qui ont également tout perdu. »

« Au sein de notre association, la Wadi Al-Hawareth Charity Association, nous distribuons chaque jour plus de 1 000 repas chauds aux familles déplacées », note Ali. « Nous dépendons des dons de la communauté et des donateurs locaux, mais les besoins sont bien supérieurs à nos ressources, et nous avons récemment réduit notre distribution à une fois tous les deux jours afin de couvrir autant que possible les besoins. »

Ali souligne que la réponse actuelle de la société civile locale aux besoins créés par le déplacement des camps « n'est pas viable à long terme, et toutes les associations locales agissent dans l'espoir qu'une solution sera bientôt trouvée ».

Pendant ce temps, les Palestiniens déplacés continuent de lutter pour maintenir leur cohésion sociale tout en répondant à leurs besoins. Najat Butmeh, une Palestinienne déplacée du camp de Jénine, enseignante et directrice du centre pour femmes et enfants « Warm House » dans le camp, a déclaré à Mondoweiss que « la chose la plus importante à laquelle s'accrochent les personnes déplacées du camp de réfugiés de Jénine est leur sens de la communauté, le fait de rester en contact les uns avec les autres et d'essayer de s'entraider ».

Exiger le retour

« Bien que le centre « Warm House » du camp ait été fermé par l'armée d'occupation, comme tout le reste du camp, nous avons poursuivi nos activités depuis un nouveau site dans la ville de Jénine », a déclaré M. Butmeh. « Nous continuons à organiser un soutien psychologique pour les femmes et les enfants, ainsi que des cours de soutien pour les enfants des familles déplacées. »

« Mais les besoins sont nombreux, en particulier pour les familles qui ont perdu leur source de revenus et une grande partie de leurs biens, et qui, en plus de tout cela, n'ont nulle part où aller, sauf retourner dans le camp. C'est pourquoi nous continuons tous à exiger d'être autorisés à y retourner », a-t-elle déclaré.

La semaine dernière, des centaines de Palestiniens ont manifesté aux entrées des camps de réfugiés de Tulkarem et Nur Shams, exigeant d'être autorisés à regagner leurs foyers. Les forces israéliennes ont ouvert le feu pour disperser les manifestants, blessant un journaliste. S'adressant aux médias palestiniens lors de la manifestation, le chef du comité représentatif des familles de réfugiés, Nihad Shawish, a déclaré que « les gens ressentent non seulement la difficulté de retourner [chez eux], mais aussi le sentiment que les camps ont complètement effacés ».

« Aucune partie palestinienne n'a été en mesure de forcer l'armée [israélienne] à quitter le camp », a déclaré M. Shawish. « Cela pousse les gens à manifester, à affirmer que le retour est un droit et non un cadeau de qui que ce soit. »

Jeudi, le directeur des affaires de l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA) pour la Cisjordanie, Roland Friedrich, a déclaré dans un [communiqué](#) que l'armée israélienne avait donné l'ordre la semaine dernière de détruire complètement 12 bâtiments du camp de réfugiés de Jénine et d'en détruire partiellement 11 autres.

Le directeur de l'UNRWA a déclaré que « la destruction systématique va à l'encontre des principes fondamentaux du droit international et ne sert qu'à renforcer le contrôle des forces israéliennes sur les camps à long terme », ajoutant que « les camps doivent être reconstruits, et non détruits davantage, et que leurs habitants doivent être autorisés à revenir et à reconstruire leur vie ».

La « reconstruction » comme destruction

Les discussions sur la reconstruction avaient commencé l'été dernier, avec une proposition américaine de commencer à reconstruire le camp de réfugiés de Nur Shams à Tulkarem. En juillet, le coordinateur américain pour la Cisjordanie, Michael Enzel, s'est rendu dans les camps du nord de la Cisjordanie pour discuter des possibilités de reconstruction, en particulier à Nur Shams. Il était accompagné du gouverneur de Tulkarem, Abdallah Abu Kamil, qui considérait le plan américain comme « le début d'une solution globale à la question des camps de réfugiés dans le nord de la Cisjordanie ». M. Kamil a ajouté que M. Enzel avait déclaré à l'Autorité palestinienne (AP) que l'armée israélienne avait terminé ses opérations à Nur Shams, ce qui permettrait d'en faire le point de départ de la reconstruction dans les autres camps.

Le gouverneur a souligné que la reconstruction garantirait la restauration de toutes les infrastructures détruites, y compris les réseaux d'eau et d'électricité. Elle a ensuite affirmé la disposition de l'AP à « discuter avec toutes les parties » afin de garantir la mise en œuvre effective de la reconstruction, tout en affirmant que la priorité de l'AP était « la reconstruction des camps et le retour de notre peuple dans ses foyers ».

Mais tout le monde n'aurait pas aussi impatient d'accueillir Fenzel à bras ouverts. Le comité représentatif des familles déplacées a refusé de participer à la visite de Fenzel, rejetant le plan américain. Nihad Shawish, président du comité, a déclaré à l'époque aux médias palestiniens que le plan de reconstruction américain était « dangereux », car il prévoit de paver les rues à la place de nombreuses maisons démolies. Selon M. Shawish, cela « transformerait le camp en un quartier de la ville, mettant fin au concept de camps de réfugiés » en Cisjordanie.

Shawish a déclaré que les Palestiniens déplacés « sont les décideurs ultimes concernant ce qui se passe dans les camps » et qu'ils « veulent retrouver leurs maisons et leurs biens tels qu'ils étaient auparavant ». Il a souligné que les Palestiniens « veulent la reconstruction et le retour de l'ensemble du camp et de ses habitants, et non d'une partie seulement ».

En outre, on craint que ce modèle de reconstruction, s'il est mis en œuvre, ne devienne un précédent pour les camps de réfugiés palestiniens ailleurs en Cisjordanie. Et qu'il ne serve éventuellement de précédent pour les réfugiés de Gaza aujourd'hui.

Les camps de réfugiés, qui ont toujours été un terrain fertile pour le mouvement national palestinien et la résistance, ont toujours été au centre des efforts de pression d'Israël.

La forte densité et la pauvreté des camps de réfugiés ont créé [une culture communautaire particulière](#), qui a servi de base à toutes sortes d'affiliations politiques. Plus important encore, les camps de réfugiés continuent de représenter pour les Palestiniens la continuité du sort des réfugiés. Cette réalité sous-tend le scepticisme des Palestiniens à l'égard des plans de reconstruction qui modifieraient la configuration spatiale de la communauté dans laquelle ils vivent depuis 77 ans.

Trois mois après la visite de Fenzel, la reconstruction n'a pas commencé et l'armée israélienne ne s'est retirée d'aucun des camps du nord de la Cisjordanie. Alors que des plans de reconstruction sont élaborés pour créer une nouvelle réalité dans laquelle les camps de réfugiés palestiniens ne seraient plus l'incarnation vivante du droit au retour, les Palestiniens déplacés continuent d'attendre de pouvoir retourner dans les maisons où ils vivaient en tant que réfugiés.

Traduction : RM pour l'Agence Média Palestine.

Source : [Mondoweiss](#)

date créée
2025/12/04